

CIBLE

Laporte

Dans ses manipulations de symboles, Nicolas Sarkozy n'a vraiment pas de chance.

Il voulait offrir aux Français une copie conforme de la famille Kennedy : il est contraint au divorce, c'est raté.

Il voulait rassembler la jeunesse de France autour de Guy Môquet, victime exemplaire. Son instrumentalisation de la mémoire de la Résistance est tellement manifeste qu'il a créé un immense malaise et de nouvelles divisions entre Français : c'est encore raté.

Il a invité Bernard Laporte à siéger au gouvernement pour incarner la France qui gagne. L'échec de notre équipe de rugby montre que, là aussi, c'est raté. Pire : le nouveau ministre est décrit par toute la presse comme un affairiste – qui est l'objet d'une enquête fiscale susceptible d'être transmise à la justice. Bernard Laporte serait alors dans le même cas qu'André Santini, accusé de détournement de fonds publics et de prise illégale d'intérêts. Si Nicolas Sarkozy avait l'intention d'associer à son gouvernement l'image de l'intégrité, c'est complètement raté.

Comme Jacques Chirac, c'est seulement en campagne électorale que Nicolas Sarkozy se montre habile propagandiste de lui-même.

TRAITÉ EUROPÉEN

Exigeons un référendum

Renaissance

**La puissance
russe**

p. 6-7

Idées

**René
Girard**

p. 9

Francocacophonie

Entre francophonie conquérante et tri sélectif des étrangers, il faudra choisir ! Paul Vincent donne ici plusieurs exemples - parmi des milliers d'autres - des humiliations que l'on fait subir aux amis étrangers de la France.

Je vois beaucoup d'amis étrangers francophones se montrer ainsi hésitants sur l'orientation linguistique à donner à leurs enfants. N'ayant pas appris l'anglais, je souhaiterais égoïstement continuer à trouver dans le monde des gens avec qui pouvoir quand même communiquer. Ce problème devrait aussi préoccuper les promoteurs attirés du rayonnement de la France. Que puis-je pour ma part dire d'encourageant à ceux qui envisagent encore d'apprendre le français, pour bien sûr venir un jour en France à des titres divers, sinon qu'ils y seront bien accueillis par une majorité de Français, mais qu'ils se verront toujours mal traités par nos ministres de l'Intérieur et les fonctionnaires qui directement ou indirectement en dépendent, comme ils l'ont toujours été plus ou moins depuis l'impulsion donnée par Charles Pasqua ?

Quelques exemples :
- Un ami maghrébin ingénieur de Centrale que j'avais

connu à Paris alors qu'il était le directeur technique d'une Société française pour laquelle je travaillais. Après qu'il eut fondé dans son pays sa propre entreprise, il revenait souvent en France rencontrer ses fournisseurs. Un jour il m'a téléphoné pour me raconter les avanies subies à notre consulat et me faire part de sa résolution de ne plus jamais y remettre les pieds. Il revient quand même parfois me voir, grâce aux accords de Schengen, depuis l'Italie ou l'Allemagne où il a trouvé de nouveaux fournisseurs. Tant pis pour nous !

- Une Japonaise qui avait passé plusieurs années en France à apprendre le français et qui aurait bien voulu y rester pour travailler. Elle avait réussi à obtenir dans un palace de Monte-Carlo un emploi pour lequel on n'avait pu lui opposer de candidat ou de candidate français connaissant aussi l'anglais et le japonais, mais on ne lui avait accordé que des cartes de séjour temporaires et on l'avait finalement contrainte à

rentrer au Japon. Il lui fallut revenir quelques années plus tard comme secrétaire du directeur d'une société japonaise construisant une nouvelle usine à côté d'Orléans, avec à la clé des centaines d'emplois créés, pour découvrir la gentillesse de nos fonctionnaires, surtout lorsque à leur tour ils cherchaient du travail pour un parent ou un ami... ce qu'elle raconte avec une certaine ironie. Pas de quoi être fiers de nous !

- Une femme professeur de français dans un lycée de Bangkok qui avait failli rater ses vacances alors que je lui avais fait établir en temps utile un certificat d'hébergement. À la dernière minute on lui réclamait en plus la photocopie de ma carte d'identité. Carte d'identité que l'on m'avait déjà demandé, bien sûr, à ma mairie pour pouvoir me délivrer ce certificat. Suprême absurdité, le consulat exigeait l'original de cette photocopie et non pas que celle-ci fût envoyée par fax. Fort heureusement, ils étaient bien incapables de voir

la différence avec un fax photocopié.

- Une femme professeur d'Université à Bangkok être obligée de revenir trois jours de suite au Consulat français pour régler les formalités de visas concernant un séjour linguistique qu'elle avait organisé pour ses étudiants. Professeur et étudiants étaient tous bien connus du personnel du consulat, dont le zèle ne pouvait donc être inspiré par le souci de ne pas laisser entrer en France des personnes indésirables, mais uniquement par la crainte de déplaire à ses supérieurs hiérarchiques parisiens.

Il s'agissait pourtant dans tous ces exemples d'étrangers modèles, parfaitement aptes à être *importés* au regard des plus récents critères de sélection que l'on veut instituer. Souhaitons que les étrangers que nous jugeons dignes d'intérêt continuent de leur côté de s'intéresser à la France, c'est-à-dire que celle-ci corresponde encore à leurs propres critères de choix.

Il faut savoir ce que l'on veut. Il ne servira à rien de continuer à célébrer de coûteuses grand-messes *francophonesques* ou de recourir pour des campagnes de propagande aux meilleurs gourous de la communication, si ceux qui avaient fait le choix du français ont aujourd'hui trop de motifs de se montrer déçus par la France pour pouvoir corroborer auprès de leurs compatriotes l'image que nous voudrions en donner. Nos politiciens qui déterminent leur attitude à l'égard des étrangers en fonction de calculs électoralistes devraient se préoccuper un peu plus des dommages collatéraux que cela entraîne pour le pays.

Paul VINCENT

royaliste 
BI-MENSUEL - DIRECTEUR POLITIQUE : ROBERTO HENRIKOV

SOMMAIRE : p.2 : Francocacophonie - p.3 : Joli Juncker - p.4 : Rien ! - Une réforme à l'urgence discutable - p.5 : Cherche paradigme - p.6/7 : La puissance russe - p.8 : Mare nostrum - Bréviaire politique - p.9 : Achever Clausewitz - p.10 : Arcimboldo, le pouvoir mis en scène - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Non, c'est non !

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0509 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (47 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Joli Juncker

Il est sympathique. Il est intelligent et plein d'humour, courtois et même serviable. Toutes qualités qui évoquent irrésistiblement le cheval de l'homme le plus rapide de l'Ouest, celui qui tire plus vite que son ombre. Joli Juncker - c'est ainsi qu'il se nomme.

En plus, moi, je le trouve plutôt joli garçon. Quelle distinction, quelle aisance ! Ce Luxembourgeois a tant d'esprit qu'il eût mérité d'être Français au temps de nos bons rois : un homme de Cour lucide et brillant, masquant son cynisme sous un détachement ironique. Oui-da ! un grand seigneur doté d'une éminente charge : il préside l'Eurogroupe, *structure informelle et non décisionnelle* où l'on parle sans rien pouvoir faire. Joli Juncker, ça parle de l'inconscient du groupe, ça le révèle dans ses pulsions sadiques (l'étranglement budgétaire, l'étouffement salarial, la punition des mauvais élèves) et dans ses obsessions monétaires. Sous les molleses de la gouvernance européenne, il y a tout de même de drôles d'érections...

Celles de Joli Juncker méritent quelque attention puisque le président de l'Eurogroupe s'est érigé - c'est le cas de le dire - en maître-censeur des incartades du président Guaino-Sarkozy. Après avoir sévèrement tancé le petit Nicolas en juillet dernier, lorsque le mauvais élève de la classe européenne s'était imprudemment aventuré en juillet dernier dans l'informel du non décisionnel, Joli Juncker nous a offert depuis la rentrée un magnifique bouquet de déclarations sur l'euro fort.

Le 14 septembre à Porto, alors que l'euro battait face au

dollar des records qualifiés d'*historiques* (il atteignait le seuil des 1,40), Joli Juncker osa une déclaration fracassante : « *nous surveillons de très près les évolutions* » sur le marché des changes. Cette vigilance parut d'autant plus rassurante que le président de l'Eurogroupe :

a) tout en reconnaissant que les risques pour la croissance s'étaient accrus ;

b) affirmait que les pays de la zone euro devraient « *croître autour de leur potentiel de croissance en 2007 et 2008* ».

Magnifique exemple de balancement circonspect, que les candidats à Sciences Po doivent apprendre par cœur !

Puis Joli Juncker fit entendre le 1^{er} octobre un long hennissement au moment où l'euro atteignait le seuil de 1,42 : « *Il est exact que nous commençons à être très préoccupés par le taux de change de l'euro face au dollar [...] Il est exact que nous aimerions que l'intention de l'administration américaine de parvenir à un dollar fort se traduise davantage par des actions, ce qui signifierait que les États-Unis agissent de manière à réduire le déficit de la balance des paiements. [...] Et que nos amis chinois et japonais considèrent de manière plus conséquente que les fondamentaux [...] se reflètent dans les taux de change.* » Le Parti communiste chinois fut saisi

de panique et le gouvernement japonais trembla sur ses bases. Mais les monstres jaunes cachèrent leurs émois et le gouvernement américain, impressionné, réaffirma sa foi en un dollar fort.

Ce n'est pas tout. À Luxembourg le 10 octobre, Joli Juncker répéta que la « *croissance serait peut-être plus lente dans la zone euro* » en raison des « *taux de change extérieurs historiquement élevés de l'euro par rapport aux autres monnaies, le dollar, le yuan et le yen* ». L'Eurogroupe tança de nouveau la Chine tout en veillant à ne pas énerver les Américains à une semaine du G7 finances : après un mois de vigilance, les membres de l'Eurogroupe déclarèrent qu'ils avaient « *noté avec une grande attention que les autorités américaines ont réaffirmé qu'un dollar fort est dans l'intérêt de l'économie américaine* ». On ne saurait être plus compréhensif !

Comme les Allemands et quelques autres continuaient de défendre l'euro fort, l'Eurogroupe se garda bien de dire le contraire et Christine Lagarde, ministre français des Finances qui campe sur la ligne anti-Trichet de l'Élysée, fut contrainte de manger son chapeau : « *Nous avons ainsi démontré notre capacité à trouver un accord dans la perspective du G7 d'octobre* ». Dame Carpette à la scène, l'ancienne avocate était très

colère en privé. Ce qui nous fait une belle jambe !

Dûment prévenus par maints articles et dépêches, les peuples de la zone euro attendirent avec impatience la réunion de ce fameux G7 finances. À la veille de la réunion, le 18 octobre, l'attente devint insoutenable car l'euro avait atteint et même légèrement dépassé le seuil (toujours historique) des 1,43 euro pour un dollar.

Que croyez-vous qu'il arriva ? Après palabres, les membres du G7 firent des déclarations époustouflantes :

1) « *notre réponse aux récentes turbulences financières doit se fonder sur une analyse complète de ses causes* »... analyse qui se trouve dans tous les journaux.

2) « *Nous nous sommes engagés à faire notre part pour soutenir une forte croissance mondiale* » sans préciser comment ils allaient faire.

Quant au dollar, le secrétaire d'État américain au Trésor déclara qu'il devait être fort « *dans l'intérêt de notre nation* » sans annoncer, bien entendu, la moindre initiative. Et Joli Juncker de se gratter la tête avec son sabot avant de livrer au nom de l'Eurogroupe une petite phrase époustouflante : « *Nous avons noté avec intérêt que les autorités américaines ont réaffirmé qu'un dollar fort est de l'intérêt de l'économie américaine* » tout en susurrant qu'il ne fallait pas tout miser sur la hausse du dollar. Pour sa modeste part, Christine Lagarde se contenta d'observer que « *le G7 n'a pas évoqué de dépréciation du dollar* ». Ce qui démontre que Joli Juncker parle depuis un mois pour ne rien dire, que Christine Lagarde avale chapeaux et hauts de forme comme si la rupture sarkozienne n'avait jamais été énoncée et que toute l'oligarchie mondialisée se moque du pauvre monde tandis que l'euro n'en finit pas de monter.

Sylvie FERNOY

Rien ?

Rien !

Rien sur rien. Ou si peu de choses... Pourtant, que d'événements ! Mais la direction socialiste est si occupée d'elle-même, des guerres intestines, des listes pour les municipales, qu'elle manque à tout coup l'essentiel. On l'entendit protester contre certains aspects de la nouvelle loi sur l'immigration mais c'était dans le tintamarre d'un concert de SOS Racisme : on reprend les recettes qui ont marché il y a vingt ans en oubliant que cette association fut avant tout un instrument entre les mains de François Mitterrand – non l'agent d'une protestation spontanée.

Pour le reste, la confusion règne : qu'il s'agisse des 35 heures, des retraites ou des régimes spéciaux, les courants et les personnalités s'opposent (Manuels Valls à droite, Gérard Filoche à gauche) sans que le Premier secrétaire parvienne à faire entendre un discours constructif. Depuis avril 2002 face à Jacques Chirac, depuis juin 2007 face à Nicolas Sarkozy, le Parti socialiste est incapable de s'opposer et de proposer. Cela tient aux faiblesses personnelles de François Hollande mais aussi à l'accentuation de la féodalisation de l'appareil : ce qui compte, c'est de tenir les grandes mairies et les régions en intervenant le moins possible dans les débats nationaux.

Cette dérive va s'accroître lors du débat sur le nouveau traité européen : soucieuse de ne pas rallumer une guerre interne – qui avait une réelle signification – la direction socialiste risque de chercher à en finir au plus vite. Qui saura l'empêcher de devenir complice d'une imposture ?

Jacques BLANGY

Régimes spéciaux

Une réforme à l'urgence discutable

Les arguments mis en avant par le gouvernement pour justifier l'urgence de la réforme des régimes de retraite des agents de la SNCF, de la RATP, d'EDF et de Gaz de France, ne résistent pas à une analyse tant soit peu sérieuse.

Cette réforme serait nécessaire, prétendent les stratèges ministériels, pour des raisons de justice (est-il juste que des Français puissent partir à la retraite plus tôt que les autres ?) et pour sauver le système de retraites par répartition (ces privilèges accordés à une époque aujourd'hui révolue coûtent cher à la collectivité). En cessant toute activité dès 50 ou 55 ans, les bénéficiaires des régimes dits *spéciaux*, nous dit-on, arrêtent de cotiser, donc ne contribuent plus à l'effort national de financement de l'assurance vieillesse, tout en percevant une pension avantageuse. Il faut d'abord savoir qu'il existe une centaine de régimes dits *spéciaux* qui creusent le déficit de la sécurité sociale et auxquels le gouvernement n'a pas l'intention de toucher. Citons, à titre indicatif, celui des agriculteurs, largement déficitaire, mais que le gouvernement - allez savoir pourquoi - n'a pas l'intention de toucher. On pourrait également mettre en avant celui des parlementaires...

Ensuite, les agents de la SNCF ou des industries électriques et gazières sont contraints par leur entreprise respective de partir dès 50 ou 55 ans, selon le métier qu'ils exercent, même s'ils n'ont pas cotisé trente-sept annuités et

demie et même si, de ce fait, ils n'auront pas la retraite à taux plein. À la RATP où les agents ont la possibilité de partir dès 50 ans, l'âge moyen de départ à la retraite se situe autour de 57 ans. Si la réforme, qui consiste à aligner les régimes *spéciaux* sur celui de la fonction publique, parvient à se mettre en place, les agents de ces entreprises devront cotiser quarante ans et, par la mise en place d'un système de décote, percevront une retraite inférieure à celle à laquelle ils pouvaient prétendre en cotisant trente-sept ans et demi. Où est la justice du nouveau système ?

Le véritable enjeu de cette réforme serait pour Nicolas Sarkozy de réussir ce qu'aucun gouvernement n'a fait avant lui, montrant ainsi qu'il est bien le président de la rupture. Il lui permettrait aussi de casser le seul bastion qui peut, aujourd'hui encore, se mobiliser et empêcher des réformes, présentées par les ultra-libéraux comme nécessaires pour *moderniser* la France, mais qui ont pour unique objectif de remettre en cause les garanties sociales des salariés. C'est pour cette raison qu'il faut être solidaire du mouvement social des agents de ces entreprises : sinon demain, ce sera notre tour à tous. C'est pour cette raison qu'il ne faut pas écouter les

sirènes gouvernementales qui cherchent à dresser une partie des Français contre les bénéficiaires des régimes *spéciaux*.

Reste que, après la forte mobilisation du 18 octobre, le gouvernement va devoir mettre sur la table des contreparties. Pour faire cesser la grève, il suffirait, avance un syndicaliste, de renoncer à ce qui est présenté comme non négociable par Xavier Bertrand, ministre du Travail en charge du dossier, le passage à quarante ans de cotisation, et d'offrir aux agents la possibilité de travailler jusqu'à ce qu'ils aient cotisé trente-sept ans et demi, une durée que peu d'entre eux atteignent, en leur garantissant une retraite à taux plein. « *Nous ne sommes pas opposés*, explique ce même syndicaliste, *à une réforme, mais on ne change pas les règles en cours de partie. Aussi, est-il nécessaire d'établir une distinction entre les agents actuellement en poste et les futurs embauchés. Le problème c'est que Nicolas Sarkozy veut aller trop vite et ne nous donne pas le temps d'entrer dans une négociation qui nous permette de prendre en compte toutes ces dimensions.* » Le président de la République aura-t-il le courage politique de donner du temps au temps ? Jouera-t-il le pourrissement en espérant un ras-le-bol de la population qui finira par rendre le mouvement impopulaire ? Les semaines qui viennent nous le diront.

Nicolas PALUMBO

Cherche paradigme

La France est de retour sur le terrain de la promotion de la démocratie et des droits de l'Homme. Mais de quoi parle-t-on ?

Avec ses fondations et ses consultants, répandus à travers le monde, le pouvoir idéologique américain est à l'œuvre partout pour faire advenir la démocratisation universelle. Soutien aux partis politiques, aux media, aux ONG, privatisation et externalisation des finances publiques comme de la sécurité, leurs experts sont omniprésents, omniscients. Que le pays ait réalisé sa transition démocratique et une élite avide de reconnaissance se tourne vers les États-Unis ou qu'il soit *failli* et une cohorte venue des États-Unis, dont des exilés, débarque pour tenter de le remettre debout.

Dans cet environnement, que peut la France ? Rejoindre la communauté des démocraties inventée en 2000 par Madeleine Albright et rejetée par Hubert Védrine ? Adhérer au *partenariat pour une gouvernance démocratique* incorporé en juillet dernier au sein de l'OCDE (1) ? Ou demeurer sur son quant-à-soi, être restreint à jouer sa petite musique pour initiés et fidèles de moins en moins nombreux ?

Si les postures récentes de Cécilia et Nicolas Sarkozy, et Rama Yade, ont un sens, c'est, comme l'a dit cette dernière qui veut y croire, qu'il n'est pas question de *dosage*, mais bien d'un nouveau paradigme. Non pas une pincée de théâtre, parfois de vaudeville, pour faire passer une politique de libéralisme pur et dur, mais un système complet de présence au monde et à l'histoire (2) capable de rivaliser avec le modèle américain unique.

Si l'on regarde de plus près la doctrine du Département d'État, mise en œuvre dans le cadre de nouvelles structures dotées de budgets conséquents, la promotion de la démocratie est ordonnée à la prévention du terrorisme sur la base du 11-septembre qui aurait été préparé et conduit de l'Afghanistan des taliban, devenue une sorte de *terra nullius*. La multiplication de telles zones est considérée comme la plus grave menace à l'ordre international. Soit des zones délaissées, Haïti, Somalie, soit des États fermés, Corée du Nord, Iran, Cuba, Syrie, mais aussi Biélorussie, Birmanie, Zimbabwe, jungle amazonienne ou colombienne, Afghanistan, Congo, soit encore de pays qui risquent de basculer, Arabie saoudite, Égypte, Algérie, Pakistan, et bien sûr Irak.

Du côté français, le propos, si l'on se rapporte notamment au discours de Sarkozy à l'ONU, est axé non sur la démocratie (le mot n'est cité que deux fois dont une en relation à l'Irak) mais sur la justice. À un impératif sécuritaire, combiné à l'affirmation de *valeurs* morales, se substitue la protection juridique de *droits*, à la fois formels et matériels, terrain sur lequel les Américains sont plus faibles. Exemple : la peine capitale, élément d'ordre autant que philosophie morale chez eux, pour nous atteinte aux droits et à la dignité de l'Homme. Autre exemple : la justice pénale internationale, pour eux, quand ils l'admettent, justification d'un châtement par les vainqueurs contre des vaincus, pour nous instrument juridique suprême

dans une hiérarchie d'instances, coextensif à la construction d'un ordre juridique international. Pourquoi irions-nous échanger l'État de Droit pour la gouvernance démocratique ? La place manque pour évoquer les droits économiques et sociaux.

On peut discuter de tel ou tel aspect mais tout ceci possède une cohérence. Encore faut-il aller au bout de ce que nous voulons : nous doter d'un corpus de réflexion qui exprime et définisse ce paradigme, fonder des institutions de recherche et d'action à dimension internationale, et surtout balayer devant notre porte.

2008 marquera le 60^e anniversaire de la déclaration universelle des droits de l'Homme. Jacques Maritain à l'époque avait remarqué que le consensus n'avait pu être atteint que si chacun faisait abstraction de sa philosophie propre. On ne pouvait se mettre d'accord que sur des droits pas sur des raisons. Pour que cela ne soit pas un anniversaire de plus, il faudrait retrouver l'esprit qui avait regroupé alors René Cassin, Eleanor Roosevelt, le libanais Charles Malik et le chinois Peng-Chun Chang.

Yves LA MARCK

(1) fonds de soutien à l'externalisation des services publics défaillants dans les *démocraties faibles*. Sur la discussion de ces concepts nouveaux, voir « *États et sociétés fragiles* », sous la dir. J. M. Chataigner & H. Magro, Karthala, 2007, prix franco : 26 €.

 **Achat immédiat**

(2) Sarkozy à l'ONU, le 25 septembre dernier reconnaît : « *Lorsque le mur de Berlin est tombé, nous avons tous rêvé que l'histoire cesserait d'être tragique* ». Avait-il aussi cru à Fukuyama et à la fin de l'Histoire ?

BRÈVES

♦ **THAÏLANDE** - Le roi Bhumibol Adulyadej, âgé de 79 ans a été hospitalisé victime d'une ischémie cérébrale. Dès l'annonce de la nouvelle, des milliers de Thaïlandais habillés en jaune, la couleur emblématique du roi Bhumibol, se sont rassemblés devant l'hôpital Siriraj pour montrer leur soutien à celui qui est considéré comme le père de la Nation et qui jouit d'une adoration quasi religieuse. Plus ancienne tête couronnée au monde, le Roi a fêté l'année dernière ses 60 ans de règne au cours de cérémonies somptueuses. D'autres fêtes sont prévues en décembre pour ses 80 ans. Ces dernières années, en raison de problèmes de santé, il a réduit le nombre de ses apparitions publiques et quasiment cessé tout voyage. Son fils, le prince héritier Vajiralongkorn, le remplace désormais pour nombre de cérémonies officielles mais ce dernier ne bénéficie pas du même immense respect que le souverain au sein de la population du pays.

♦ **ESPAGNE** - La présidente de la Communauté autonome de Madrid, Esperanza Aguirre, aurait demandé au roi d'être indulgent envers le journaliste Federico Jiménez Losantos qui a demandé plusieurs fois l'abdication du souverain sur les ondes de COPE (deuxième radio du pays en terme d'audience et qui appartient à la Conférence épiscopale). Le roi lui aurait répondu : « *J'ai demandé à Mgr Rouco (cardinal archevêque de Madrid) qu'ils prient moins pour moi et la monarchie et qu'en revanche ils s'occupent un peu plus de la Conférence épiscopale...* ».

♦ **CAMBODGE** - Le comité du parti royaliste Funcinpec a choisi la princesse Norodom Arunrasmy comme candidate au poste de Premier ministre en cas de victoire du parti aux élections législatives de juillet 2008. La princesse, fille cadette du roi père Norodom Sihanouk, est actuellement ambassadeur du Cambodge en Malaisie. « *Nous avons choisi la princesse parce qu'elle est compétente pour ce poste, et parce que nous désirons également montrer que les femmes ont leur place dans la politique. C'est une première, et nous sommes fiers de ce choix* », a déclaré Neou Sovathéro, porte-parole du Funcinpec. Le Funcinpec gouverne actuellement le royaume avec le Parti du peuple cambodgien (PPC), ce dernier ayant désigné le Premier ministre sortant Hun Sen comme son candidat à la tête du cabinet.

♦ **SUÈDE** - C'est devant les quelque 2 000 délégués des 193 États membres que le roi Carl XVI Gustav de Suède a pris la parole à la Conférence générale de l'UNESCO à Paris, pour tirer la sonnette d'alarme sur le changement climatique. « *La dégradation environnementale est un frein à la croissance économique et accroît la pauvreté* » a déclaré le souverain, ajoutant : « *le changement climatique n'est pas seulement dangereux pour notre environnement naturel, il l'est aussi pour les relations sociales existant entre les peuples. Lutter contre l'antagonisme entre croissance économique et réduction de la pauvreté d'une part, et mesures de protection de l'environnement de l'autre est le défi que nous devons relever aujourd'hui. C'est aux pays riches qu'il incombe de prendre l'initiative. Nous ne pouvons demander aux plus défavorisés de faire des sacrifices démesurés* ».

La puissance russe

Le Séminaire Franco-Russe sur les problèmes du développement économique de la Russie a tenu sa 32^e session début juillet 2007 à Paris. Bertrand Renouvin a assisté aux débats entre des économistes français du *Centre d'Études des modes d'industrialisation* (CEMI) que dirige Jacques Sapir et les chercheurs russes de l'*Institut de Prévision de l'Économie nationale*. Ces très riches échanges ont permis de faire le point sur la politique économique russe et sur les difficultés qu'elle rencontre.

A tous égards, les journalistes de la grande presse spécialisés dans le dénigrement de la Russie auraient eu avantage à suivre le séminaire franco-russe de juillet dernier (1). Ses travaux permettaient de se faire une idée précise de la manière dont se construit la nouvelle réalité russe. Il s'agit bien de la *construction* politique d'une économie qui fut durement touchée par l'effondrement de l'Union soviétique puis ravagée par les folies ultra-libérales de la période Eltsine : sur une base de 100 en 1990, le Produit Intérieur brut était tombé à 60 en 1998 et l'investissement à 20 % du niveau atteint au début de la décennie. L'économie russe s'est très rapidement redressée après le krach de 1998, qui a marqué la fin de l'expérience ultra-libérale, et le PIB avait presque retrouvé en 2006 son niveau de 1990 - sans que la faiblesse de l'investissement soit pour autant un problème résolu.

Mais, dès le second semestre 2005, l'économie russe est entrée dans une nouvelle phase : les années de forte *croissance* qui ont suivi le krach de 1998 (*croissance de récupération*) permettent de s'engager sur une *trajectoire de développement*. Ce dynamisme ne s'explique pas seulement par la richesse du

pays en matières premières et aux rentrées de devises que celles-ci procurent.

Selon les économistes russes de l'IPN-ASR, quatre facteurs expliquent le niveau élevé de la croissance :

a) la création d'une véritable *économie nationale* sur le territoire de la Fédération de Russie qui fait suite au vaste système soviétique ;

b) l'amélioration des mécanismes et des institutions de cette économie nationale et un plus grand respect par les citoyens de la légalité, surtout dans le domaine fiscal ;

c) l'apparition d'un processus d'adaptation des agents économiques à la dynamique d'ensemble et aux contraintes étatiques ;

d) une bonne capacité d'anticipation à moyen terme par des agents économiques qui ont pris conscience des effets bénéfiques de la stabilité politique et des nouvelles orientations de la politique économique.

Ces observations sont de la plus haute importance pour les Européens de l'Ouest : elles montrent que la croissance économique dépend fondamentalement de l'existence d'un État se donnant les moyens d'un projet national et de l'adhésion des citoyens à un tel projet. Leur

participation à la réalisation de l'œuvre collective s'en trouve favorisée. C'est tout le contraire d'une *libéralisation* des forces du *marché* qui aboutit à la constitution de groupes géants qui se comportent en prédateurs : en Russie, la lutte contre les oligarques, marquée par l'affaire Yukos (2), a montré au peuple russe que l'État avait désormais la volonté de servir l'intérêt général - ce qui a renforcé la légitimité du pouvoir.

L'adhésion de la classe moyenne (en voie de constitution) et de la classe ouvrière au projet national-étatique se traduit par une confiance en l'avenir qui s'exprime par des achats de biens durables (équipements, immobilier). Ceux-ci contribuent à la dynamique d'ensemble qui est le fruit de la demande interne, des investissements publics et privés et des exportations. Le taux élevé de croissance (+ 8,8 % au premier trimestre 2007) s'accompagne d'une inflation tout à fait acceptable (+ 7,5 % sur 12 mois) que le gouvernement se garde avec raison de combattre.

L'ensemble de ces facteurs permet d'envisager une forte croissance pendant les quinze ou vingt prochaines années. Les prévisionnistes russes savent que ce phénomène ne sera pas spontané : au capitalisme rentier de la fin du siècle dernier, succède une politique délibérée de ré-industrialisation du pays (*diversification*) qui n'est pas encore complètement définie.

Une volonté politique est nécessaire pour combler les défaillances qui risquent de freiner la croissance : retard considérable dans l'investissement, avec un taux actuel beaucoup trop faible pour permettre la modernisation des entreprises et le renouvellement des infrastructures qui se sont énormément dégradées depuis

quinze ans ; faiblesse du système financier russe qui commence à être compensée par la création du Fonds de développement et de la nouvelle banque publique VEB mais qui empêche la répartition efficace des recettes tirées de l'exportation entre les secteurs industriels et entre les régions ; manque de main d'œuvre qualifiée - ouvriers et techniciens - car le secteur des services offre de meilleurs salaires que celui de l'industrie ; affaiblissement des capacités de conception dans l'industrie.

Lourd héritage du passé, ces freins à la croissance interdisent tout laisser-faire (la *logique inertielle*) qui ne permettrait pas de résoudre la question des investissements, facteurs indispensables du développement économique. La prétendue spontanéité du marché ne résoudrait pas les déséquilibres entre le secteur rentier (qui bénéficie des rentrées sur les produits exportés) et le secteur manufacturier, entre les PME et les grandes entreprises, entre le secteur productif et les infrastructures, entre les régions.

Pour que la Russie bénéficie d'une croissance accélérée et d'un développement économique et social mieux équilibré, l'État (avec ou sans Vladimir Poutine...) doit orienter délibérément l'activité économique, de manière directe ou indirecte, selon les scénarios présentés par les prévisionnistes et qui permettent d'adopter une stratégie nationale de développement. Voilà qui évoque la *planification indicative*, qui a correctement fonctionné après la Libération et au temps de la République gaullienne...

Peu importe le choix des termes si la stratégie de l'intervention étatique consiste en premier lieu à soutenir massivement l'investissement productif : des discussions entre économistes français et russes, il résulte que, compte tenu de la nécessité de combler le retard accumulé, le taux d'investissement total nécessaire devrait être compris entre 26 et 35 % du PIB. Ce taux d'investissement élevé est « comparable aux valeurs atteintes en France, Italie mais aussi au Japon et en Corée lors des phases de reconstruction et de fort développement de l'activité économique ». S'il était atteint, il aurait des effets spectaculaires sur l'activité économique car il permettrait à la fois une baisse des coûts de production (conséquence de la rénovation des infrastructures) et une augmentation de la productivité suscitée par la modernisation de l'appareil productif.

Les résultats attendus (une croissance entre 7 ou 9 % par an jusqu'en 2015-2020) seront fonction du rôle des institutions politiques et des établissements financiers : au Fonds d'Investissement et à la VEB, il faudra ajouter de nouvelles banques destinées à financer les PME (comme les Banques populaires) ou des



■ *Siège de Gazprom à Moscou. 50 % du capital de la société, premier exportateur mondial de gaz, est détenu par l'État russe.*

activités spécifiques (comme le Crédit agricole). Il faudra par ailleurs que les entreprises publiques et les entreprises privées puissent développer leurs activités dans le cadre d'une stratégie explicite : *« la présence d'un organe de coordination et de prévision, capable d'identifier les priorités et de piloter les efforts des organismes publics et semi-publics en matière d'investissement s'impose. Il faut ici rappeler le rôle que joua en France le Commissariat Général au Plan dans le pilotage des investissements dans la période de forte croissance. Un tel organisme, pour pouvoir être efficace, doit disposer d'une autorité importante et être rattaché au Centre même du pouvoir politique »*.

Déjà, les décisions prises par les autorités russes et les projets discutés lors du Séminaire de juillet font apparaître un modèle productif russe qui présente quatre caractéristiques :

- 1) Rôle important de la finance interne dans les choix des grands groupes.
- 2) Rôle important de l'État par le biais de grands groupes publics cotés en Bourse ce qui implique une coopération avec les actionnaires minoritaires du privé.
- 3) Régime économique fonctionnant sur trois secteurs :
 - le secteur contrôlé directement ou indirectement par l'État (matières premières et ressources naturelles) donc placé hors concurrence ;
 - un secteur d'intervention étatique (aéronautique civile, constructions navales, automobile) partiellement ouvert à la concurrence ;
 - un secteur totalement ouvert à la concurrence.

4) Une ouverture sur l'extérieur dont les modalités seront définies en fonction des objectifs nationaux de développement.

Nous évoquerons ultérieurement les questions politiques et sociales. Quant aux perspectives économiques étudiées lors du séminaire franco-russe, elles réjouiront les amis français de la Russie, non sans qu'ils éprouvent de l'amertume : *mutatis mutandis*, la Russie adopte la doctrine économique et les moyens d'action qui ont assuré la croissance française après la guerre. Cela au moment où les élites françaises de droite et de gauche, après avoir adhéré par faiblesse ou par intérêt à l'ultra-libéralisme, continuent de détruire les instruments de la politique économique.

Il ne s'agit pas pour nous d'adopter le modèle russe, qui a des caractères spécifiques, mais de retrouver la logique de l'intervention étatique pour le développement de l'activité nationale et dans un ensemble européen complètement repensé et réorganisé à l'échelle continentale.

Bertrand RENOUVIN

(1) CEMI-EHESS et Institut de Prévision de l'Économie Nationale de l'Académie des Sciences de Russie (IPEN-ASR) avec le soutien de l'EHESS, du Ministère de la Recherche et de la FMSH. Les documents de référence du séminaire (en russe) et la synthèse des travaux (en français) peuvent être consultés sur le site <http://cemi.ehess.fr/document.php?id=1170>. Sauf indications contraires, les citations sont tirées de ce texte.

(2) Arrestation en octobre 2003 de Mikhaïl Khodorkovsky, qui contrôlait cette très importante compagnie pétrolière privée et qui purge actuellement une peine de huit ans de prison pour fraude fiscale.

Mare Nostrum

La commission des Sages, proposée par le président Sarkozy pour se pencher sur les frontières de l'Europe, sera confrontée à la géopolitique de la Méditerranée.

Qu'est-ce que la Méditerranée ? se demandait Fernand Braudel qui, plus il avançait dans son œuvre, plus il hésitait dans sa réponse. On ne sort pas plus assuré de l'ouvrage d'Yves Lacoste où les lecteurs d'*Hérodote* retrouveront des analyses familières (1). Faut-il par exemple y inclure la Mer Noire (Pont-Euxin) ? Or s'il est tenté de répondre par l'affirmative, il ne consacre aucun chapitre ni à la Crimée, ni à la Roumanie (Dacie), ni à la Géorgie. Faut-il y inclure la Mer Rouge ? Il ne pouvait s'empêcher de se replonger dans le conflit israélo-palestinien, signaler qu'Aqaba, à la frontière de l'Arabie Saoudite, est à moins de 200 km de la Méditerranée. De là à y inclure l'Irak, l'Iran et l'Afghanistan, il y a un pas que nous ne franchirons pas contrairement à lui. Mais à l'inverse, pourquoi ne pas intégrer plus largement le Sahel, véritable bande côtière, comme son nom l'indique, jusqu'à deux mille km à l'intérieur des terres. Pourquoi surtout ne rien dire, hors Chypre et la Corse, de ce chapelet d'îles qui court de Rhodes à Malte, à la Sicile et aux Baléares ?

L'essentiel du propos est de traiter du prétendu *choc des civilisations* entre un nord et un sud que l'étendue marine séparerait, alors même que la Méditerranée constitue le point aveugle de la démonstration de Huntington (2). Consultez l'ouvrage de ce dernier et vous chercherez en vain une mention de la Méditerranée, car elle est la contre-épreuve de son pro-

pos au moins à deux titres : d'abord, elle contredit la solidarité germano-atlantique de l'Occident qu'il cherche à échafauder. Ce n'est pas l'Atlantique qui est source d'une communauté de valeurs mais bien le creuset méditerranéen. Ensuite, elle bute sur la réalité d'un ensemble, le bassin méditerranéen, qui possède une unité supérieure à la coupure radicale des civilisations telle qu'Huntington les définit. Comment peut-on être méditerranéen quand on ne connaît d'autre alternative que d'être chrétien, musulman ou juif ?

En consacrant ses deux plus longs développements à la France et à l'Algérie, Yves Lacoste voit dans les relations conflictuelles de ces deux pays, à travers l'histoire de la décolonisation, l'affrontement qui serait l'exception confirmant la règle. Les deux pays doivent dépasser cette histoire pour permettre à l'Union Méditerranéenne de se concrétiser. Le livre est sorti avant l'annonce du projet de Nicolas Sarkozy qui, pour le moment, s'apparenterait plutôt au dessein de George Bush du *Grand Moyen Orient*. Réapprendre dans ces pages la complexité de la Méditerranée est un préalable à toute nouvelle construction.

Y. L. M.

① (1) Yves Lacoste - « *Géopolitique de la Méditerranée* », Armand Colin, prix franco : 31 €. [Achat immédiat](#)

① (2) On recommandera l'ouvrage de Philippe Barbé - « *L'Anti-Choc des Civilisations. Médiations Méditerranéennes* », Éd. de l'Aube, 2006, prix franco : 20 €. [Achat immédiat](#)

Bréviaire politique

L'année est aux hommages à l'Ancien Régime. Après Vauban, que l'on honore, voici Mazarin que l'on nous conseille de lire, à travers un faux...

Opuscule tombé aux oubliettes de l'histoire, un éditeur et un grand distributeur - qui l'ont déjà traduit dans plusieurs langues et diffusé dans quelques pays voisins - nous servent en grande pompe - ou du moins en moult exemplaires - le *Bréviaire des Politiciens* du cardinal Jules Mazarin (1). Publié pour la première fois en 1684, à Cologne, et distribué sous le manteau dans la France - pas tant soumise à la censure qu'on le croit - le petit libelle n'a certainement pas pour auteur le sauveur de la monarchie française et du jeune Louis XIV. Il faut l'imaginer mêler ce qu'il dit aux cris de Paris ou bien allant faire avancer l'alphabetisation du royaume au moyen d'autres lectures toutes aussi mystérieuses que celles des *Grands* et *Petits Alberts*, et autres almanachs sur les chemins creux de nos campagnes, caché sous les toiles des charrettes de marchands et de forains.

S'il séduit l'honnête homme d'aujourd'hui, c'est que le manuel qu'il faut relire - peut-être encore en cachette, conformisme social oblige -, est une mine inépuisable de propos et de maximes ordonnés à la manière des bons ouvrages à l'usage de la Cour, destiné à celui qui veut s'y faire une place. « D'abord, examine-toi physiquement. As-tu le regard insolent (...), le sourcil qui se fronce, les lèvres trop molles, la démarche trop lente ou trop pressée ? » C'est bien le réflexe de celui qui « y pense, pas rien qu'en se rasant le matin » pour citer un autre auteur. Le com-

mun des mortels y trouve aussi son compte, qui s'intéresse sur lui, son ou sa conjointe, ses collègues ou ses patrons. « *Accepte les reproches, même injustifiés. (...) Si quelqu'un te manifeste sa haine, sache que ce sentiment est toujours authentique : à la différence de l'amour, la haine ignore l'hypocrisie. (...) Au jeu, laisse gagner ton maître quand c'est raisonnable : j'entends lorsque tu n'y risques que l'amour-propre, et non de l'argent.* » Pour ceux, avides de piston et prébendes - toutes héritées de l'Ancien Régime, dans lequel tous avaient leurs privilèges, petits et grands - les techniques du passe-droit sont clairement énoncées ainsi que les services ou les outrances qu'elles peuvent amener, tout dépendant du savoir-faire du bénéficiaire des avantages consentis.

Un manuel pour tous les Français d'aujourd'hui, donc, mais qui évoque aussi l'exercice du pouvoir. Le pseudo Mazarin, enfin, nous enchante, quand, il met en perspective - bien malgré lui - les réflexes de notre *Omni-Président Soleil* qui inaugure lui aussi son règne. « *Chaque fois que tu paraîtras en public - le moins souvent possible de préférence -, tâche de te conduire de manière irréprochable : une seule bétise suffit à entacher une réputation, et le mal est alors bien souvent irréversible.* »

Christophe BARRET

① (1) Cardinal Mazarin - « *Bréviaire des politiciens* », préface de Umberto Eco, Arléa, 2007, prix franco : 8 €. [Achat immédiat](#)

Achever Clausewitz

L'attention continuelle que nous avons portée ici à la pensée de René Girard se fondait sur le sentiment qu'il s'agissait, à l'encontre de toutes les modes, d'une avancée décisive dans l'histoire intellectuelle. De cette avancée, Michel Serres, dans son admirable discours d'accueil de l'auteur de *La Violence et le sacré* à l'Académie française, formulait le contenu en le remerciant d'avoir porté la lumière dans la boîte noire que nous cachons parmi nous. S'il le qualifie aussi de Darwin des sciences humaines, c'est pour avoir eu l'audace de ne pas éviter et de ne pas masquer la violence originelle des sociétés humaines et leurs tentatives pour l'endiguer au moyen du sacré. On sait pourtant les résistances qu'opposent à la théorie mimétique nombre de systèmes ou de théories qui y perdent leur autorité scientifique. Et puis l'explication girardienne de l'histoire ne trouverait-elle pas sa limite avec la fin de l'histoire, le désaveu des idéologies meurtrières du vingtième siècle ? La violence n'aurait-elle pas été désamorcée par la lucidité maintenant assurée quant à la malignité des processus victimaires puisque désormais les victimes ne sont plus les boucs émissaires mais les héroïnes envers laquelle la société se reconnaît en dette ?

Contre cet optimisme, René Girard s'obstine et n'hésite pas à lancer de superbes provocations. On avait peut-être un peu oublié un certain nombre d'affirmations *apocalyptiques* de son troisième grand livre - après *Mensonge romantique et vérité romanesque* (1961) et *La Violence et le Sacré* (1972). En 1978, en effet, la publication de ce livre à trois voix qu'était *Des choses cachées depuis la fondation du monde* produisait encore plus de troubles que ses précédents brûlots herméneutiques. N'y avait-il pas quelque chose d'exalté, voir d'illuminé dans ces perspectives d'embrasement du monde, dans ces sommations de radicale conversion évangélique ? Ce curieux penseur, complètement atypique, jouait les prophètes de malheur dans un univers las des dialectiques guerrières, tout prêt à maudire cette terreur que la Révolution et Lénine avaient canonisée. Le livre fut du reste souvent très mal reçu et certains, depuis trente ans, croyaient sans doute que Girard s'était assagi, préférant perfectionner toujours plus ses démonstrations de base et renonçant à trop intervenir dans une actualité où il aurait été par trop intempestif.

Profonde erreur ! René Girard n'a pas changé d'un iota depuis 1978. Et il fait mieux que persister. Il s'engage à nouveau dans une élucidation du présent, pour nous annoncer le pire possible. Car il n'est pas vrai que l'apocalypse ne nous concerne plus ou qu'elle soit réservée à ces fondamentalistes chrétiens qui depuis les États-Unis sont partis à l'assaut missionnaire de la planète. Le rapprochement est d'ailleurs en porte à faux. Notre penseur n'a rien d'un fondamentaliste, il n'avance rien qui n'ait été soigneusement

réfléchi et argumenté, même si la raison dont il se réclame fait éclater un rationalisme trop étriqué pour mesurer les oscillations de l'éternel retour de la violence. Et pour étayer sa démonstration, ne va-t-il pas rechercher un des témoins les plus autorisés de la modernité en marche ? C'est à dire Clausewitz, ce stratège prussien, témoin de la défaite sanglante de son pays face à un Napoléon que Hegel saluait alors comme *l'esprit du monde*. De la guerre constitue un classique dont les plus doctes reconnaissent le caractère proprement indispensable pour l'intelligence de la modernité. Eh bien ! c'est sur ce classique que Benoît Chantre est allé recueillir à Stanford en Californie l'analyse décapante de René Girard. Le résultat est édifiant, incroyablement stimulant, car la façon dont notre philosophe s'empare de l'objet lui confère un éclat absolu, terrifiant, presque insupportable, qui ne se trouve contrebalancé que par un véritable feu d'artifice d'érudition, d'analyses neuves, de points de vue originaux, avec quelques évocations mémorables : Hegel, mais aussi Hölderlin magnifiquement restitué ou encore Germaine de Staël, si ce n'est Napoléon et même de Gaulle...

par Gérard Leclerc



Disons le sans apprêt. Dans ce dernier livre René Girard a un interlocuteur qu'il respecte certes mais qu'il contredit sans ménagement : Raymond Aron. On sait que ce dernier s'est beaucoup intéressé à Clausewitz sur lequel il publia une de ses plus substantielles études après qu'il lui eut consacré tout un cycle de cours universitaires. Seulement son Clausewitz se veut, selon son ethos le mieux enraciné, complètement rationnel, c'est-à-dire sage et mesuré, préférant un relatif optimisme à ce qu'il ressent de pourtant sombre et extrême comme témoin implacable pour qui l'anéantissement, la montée aux extrêmes sont désormais irréductiblement liés aux guerres post napoléoniennes. Aron ne veut pas ignorer cela mais il préfère

tabler sur les bouées de secours que ménage le stratège prussien. N'a-t-il pas dit dans la formule la plus célèbre qu'on ait retenu de lui que *la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens* ? Dans ces conditions, le politique peut demeurer maître d'un processus qui, en dépit de son emballement possible, ne lui échappera pas. Ainsi Raymond Aron veut croire encore à la primauté du politique sur le guerrier et à la possibilité d'endiguer la guerre absolue qui demeure rare ou improbable, les demi-guerres étant encore l'hypothèse la plus vraisemblable. L'observation du phénomène de la guerre froide et le développement de la dissuasion en ce qui concerne l'arme nucléaire ne plaident-ils pas pour la maîtrise du politique sur la guerre moderne ?

C'est précisément ce contre quoi réagit Girard, qui assure que notre modernité post-sacrificielle risque d'être le champ clos d'une montée aux extrêmes inédite. Le terrorisme actuel l'interroge d'autant plus qu'il s'articule *sur les technologies les plus mortifères, et cela hors de toute institution militaire*. *La guerre clausewitzienne était une analogie encore imparfaite pour l'appréhender. Il est indéniable en revanche qu'elle l'annonçait*. Nous avons franchi un degré de plus par rapport à l'effroi d'Hölderlin et à son vertige. On trouvera que c'est désespérant, mais le même poète n'avait-il pas annoncé que *c'est aux lieux du péril que croît aussi ce qui sauve*.

René Girard - « *Achever Clausewitz* », entretiens avec Benoît Chantre, Éd. Carnets Nord, prix franco : 22 €. [Achat immédiat](#)

Arcimboldo, le pouvoir mis en scène

Le Musée du Luxembourg présente la première grande rétrospective consacrée au peintre Arcimboldo. Surtout connu pour ses portraits anamorphiques, l'artiste eut, à travers les arts, un rôle politique.

Célèbre et admiré de son vivant, le peintre Giuseppe Arcimboldo est retombé dans l'oubli après sa mort (1). En raison de ses portraits allégoriques et fantastiques, de ses *bizarreries plastiques*, les surréalistes se sont intéressés à lui, le considérant comme un précurseur de l'art moderne, mais ignorant le contexte historique.

Roland Barthes en faisait, lui aussi, une lecture particulière. « *En comparant sa méthode de composition avec les différentes figures de rhétorique - entre autres, la métaphore, l'allégorie, la métonymie, l'allusion - il fit d'Arcimboldo un rhétoricien visuel* ». C'était oublier que les têtes composées dues au peintre ne peuvent être dissociées de ses activités en tant qu'artiste de cour. Depuis une vingtaine d'années, les toiles d'Arcimboldo suscitent l'intérêt des historiens d'art et l'on a vu en 1987 une première tentative, au Palazzo Grassi à Venise, de décrypter une œuvre mystérieuse. Mais l'exposition actuellement présentée au Musée du Luxembourg, qui comporte une centaine d'œuvres, est la première grande exposition monographique consacrée à ce peintre milanais entré au service des Habsbourg.

Giuseppe Arcimboldo est né en 1527, à Milan, dans une

famille de peintres. Il est appelé à Vienne par Maximilien de Habsbourg et restera au service de la Cour impériale, comblé d'honneurs, vingt-cinq ans durant, de 1562 à 1587. Ferdinand 1^{er}, Maximilien II, puis Rodolphe II lui confient de nombreuses charges. Arcimboldo recherche des objets d'art, des antiquités, ainsi que des curiosités de la nature pour l'empereur Rodolphe II. Ce dernier a longtemps été considéré comme le premier et le plus important mécène parmi les Habsbourg. Le peintre est anobli en 1580, élevé au rang de comte palatin en 1592. Un portrait en pied de Maximilien II, avec sa femme Marie et leurs trois enfants est attribué à Arcimboldo, bien que subsiste une incertitude à cet égard. Tout comme pour les toiles représentant des filles de Ferdinand 1^{er} ou les archiduchesses Jeanne et Anne.

Mais ce sont les portraits anthropomorphes et les têtes réversibles qui ont fait la célébrité d'Arcimboldo et constituent le *clou* de l'exposition. La forme cachée se distingue de loin et s'évanouit de près dans ces étranges figures composées de fruits, de légumes, de fleurs ou de formes végétales. Elles témoignent de l'intérêt que le XVI^e siècle portait aux sciences naturelles et du regard nouveau dont il considérait l'ordre du monde. Quant à la

peinture inversée, elle constitue une sorte de charade visuelle où le visage caché n'apparaît que dans un miroir placé au pied de la toile.

Mais l'exposition s'attache à décrypter le message, les dimensions symboliques et politiques de l'œuvre. Arrivé à Vienne sous le règne de Ferdinand 1^{er}, c'est au nouvel empereur Maximilien II qu'Arcimboldo présente en 1569 sa série des *Saisons*. Or, traditionnellement, l'Hiver est assimilé à l'empereur qui revêt le costume de cette saison lors des fêtes que le peintre italien est, par ailleurs, chargé d'organiser. Une analogie est établie entre le pouvoir impérial et l'ordre de la nature. Quelques années auparavant, Maximilien a été couronné roi de Bohême à Prague (1562), roi des Romains par les princes électeurs (1562) et roi de Hongrie (1563). Vers la fin de sa vie, Arcimboldo, de retour dans sa ville natale, envoie à Rodolphe II plusieurs tableaux, dont le fameux *Vertumne* (2) (1590). Le visage de l'empereur s'y épanouit sous forme de fleurs et de fruits, avec l'apparence du dieu des Saisons assimilé au dieu des Éléments. Le tableau peut être vu comme un point culminant de l'expression de l'iconographie impériale. Rodolphe II est représenté en maître du temps et de la nature.

Arcimboldo a laissé relativement peu de toiles, dans la mesure où il était surtout employé comme grand ordonnateur des festivités de la Cour. Il y déploya de nombreux talents qui lui valurent le surnom de *Léonard de Vinci des Habsbourg*. En rassemblant l'aristocratie autour des princes à l'occasion de fêtes et de tournois, les Habsbourg cherchaient à unir symboliquement un empire constitué de nombreux peuples. Pour d'autres raisons, Louis XIV ne pratiqua pas différemment en contrôlant la noblesse à Versailles. Le fait que les esquisses pour les festivités à la Cour soient entrées, comme les tableaux d'Arcimboldo, dans les collections d'art impériales, témoigne de l'importance accordée à ces fêtes.

Un des premiers biographes de l'artiste, Giovan Paolo Lomazzo, a décrit son don pour la mise en scène de telles festivités : « *En effet, cet homme se distinguait par les trouvailles uniques, notamment en ce qui concerne ses esquisses pour les défilés masqués ; ainsi, il fut chargé d'organiser l'ensemble des festivités données à l'occasion des noces de son altesse l'archiduc Charles II, frère de Maximilien II* ». Arcimboldo fit de même, lorsque Rodolphe II fut couronné roi de Hongrie, en 1572. Son rôle à la Cour autrichienne, dans la mise en scène des princes et de leur pouvoir, était donc bien de nature éminemment politique.

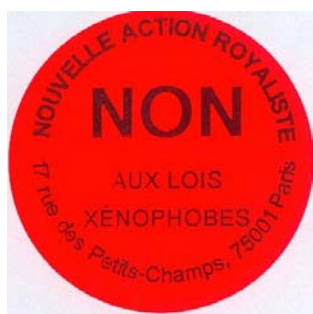
Alain SOLARI

(1) Arcimboldo s'éteint en 1593 à Milan. Il est inhumé dans l'église San Pietro alla Vigna.

(2) Dieu de la végétation et de la métamorphose.

◆ Musée du Luxembourg - « *Arcimboldo* », jusqu'au 13 janvier 2008, 19, rue de Vaugirard, 75006 Paris. Le musée est ouvert tous les jours : lundi, vendredi, samedi : 10 h 30 - 22 h ; mardi, mercredi, jeudi : 10 h 30 - 19 h et dimanche : 9 h - 19 h.

AUTOCOLLANTS



Nouvel autocollant « **NON aux lois xénophobes** » rond (64 mm) de couleur rouge fluo, très visible. Vendu par planche de 12.

Différents autres modèles sont disponibles (on peut panacher les commandes) :

► Autocollant rond « **UN ROI, pourquoi pas ?** » rond (64 mm) de couleur jaune fluo, très visible. Vendu par planche de 12.

► Autocollant rectangulaire (99 x 38 mm) « **Royaliste, le journal qui bouscule les idées reçues** », noir sur fond

jaune, vendu par planche de 14.

► Autocollant rectangulaire (70 x 37 mm) « **Face à l'économie sauvage : monarchie populaire** », noir sur fond vert fluo, vendu par planche de 24.

► Autocollant rectangulaire (70 x 37 mm) « **Avec les royalistes, préparons la France de demain** », noir sur fond rouge fluo, vendu par planche de 24.

► Autocollant rectangulaire (70 x 37 mm) « **7 pays d'Europe sur 15 ont un roi... Pourquoi pas nous ?** », noir sur fond jaune fluo, vendu par planche de 24.

Tarif :

- La planche 1 € franco.
- A partir de 2 planches : 0,70 € franco la planche.
- A partir de 10 planches : 0,65 € franco la planche.

Les autocollants sont un moyen très efficace pour faire connaître notre journal et notre mouvement !

CONSEIL NATIONAL

Le Conseil national de la NAR se réunira à Paris le **dimanche 11 novembre** prochain. Après l'élection présidentielle, les élections législatives et les premiers mois du sarkozysme, nous analyserons la situation politique et examinerons les perspectives d'action pour la NAR. Seront plus particulièrement envisagées la campagne contre le "mini traité" et notre participation aux élections municipales.

Les membres du Conseil recevront en temps utile la convocation et l'ordre du jour mais ils sont priés de noter cette date afin d'être présents.

CONGRÈS 2008

Le Congrès annuel de la NAR se tiendra les 12 et 13 avril 2008. Rappelons que **tous** les adhérents de la NAR peuvent participer au travail des commissions (le 12 avril). Bonne occasion pour ceux de nos lecteurs qui voudraient s'impliquer plus à fond dans notre action **d'adhérer à la NAR** (formulaire envoyé sur simple demande). Les thèmes retenus pour cette année sont, d'une part, "**La politique de Défense nationale**" et, d'autre part, "**Liberté du journaliste et indépendance de la presse**".

Merci de noter ces dates sur vos agendas.

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● **Mercredis 31 octobre et 7 novembre** – Pas de réunion en raison des vacances de la Toussaint.

● **Mercredi 14 novembre** - Reprise par George Bush et Nicolas Sarkozy, la théorie du « choc des civilisations » ne tient pas debout ! Quant aux idées communes sur la religion musulmane, la fécondité des femmes africaines et la polygamie, elles méritent d'être très sérieusement

révisées. Un démographe, **Youssef COURBAGE**, et un anthropologue, **Emmanuel TODD**, se sont employés à dissiper les préjugés et les fantasmes dont nous sommes constamment accablés. L'étude du mouvement universel d'alphabetisation, de la baisse progressive de la fécondité en terre chrétienne comme en terre musulmane et des pratiques religieuses dans un très grand nombre de pays permet de poser sérieusement une question obscurcie par le discours courant sur la globalisation : « **Le monde est-il en voie d'unification ?** » Les pulsions racistes, le terrorisme et les guerres actuelles semblent infirmer cette hypothèse. Elle mérite d'être soumise à débat.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une "carte d'abonné" (8 € pour l'année)

NOUVEAUX LECTEURS

Que vous ayez eu ce journal par internet ou dans sa version papier, sachez que vous pouvez bénéficier d'un **abonnement gratuit de trois mois** (non renouvelable). Il vous suffit de nous transmettre vos coordonnées postales et internet.

SERVICE LIBRAIRIE

RAPPEL : Notre service librairie est à votre disposition pour vous fournir non seulement les ouvrages mentionnés dans *Royaliste* mais également n'importe quel livre (à la condition qu'il soit encore disponible chez l'éditeur). N'hésitez pas à faire appel à nos services. Nous assurons également la recherche d'ouvrages épuisés (sans garantie de succès...). Faites-nous part de vos besoins.

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : **17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris**
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoya@aol.com
- ✓ Site internet : <http://www.narinfo.fr.st>
(Informations et actualités)
- ✓ Téléphone/répondeur : **01.42.97.42.57**
- ✓ Télécopie : **01.42.96.99.20**
- ✓ Règlements à l'ordre de :
Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part**.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

.....

Adresse électronique :

désire recevoir, **sans engagement de ma part**, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Non, c'est non !

Colère. L'accord de Lisbonne sur le traité européen porte sur une imposture. Le texte qui va être soumis à ratification par les États-membres de l'Union est une version pas même simplifiée mais légèrement édulcorée du « traité constitutionnel » que le peuple français avait rejeté.

Comme ils l'avaient annoncé dès juin 2005, les oligarques européens ont préservé le dispositif juridique qu'ils avaient choisi, estimant qu'il n'y en avait pas de meilleur, et effacé les mots (« *Constitution* ») et les formules (« *concurrence libre et non faussée* ») qui avaient fâché les opposants. Ce faisant, ils se sont arrogés le pouvoir de distinguer, dans l'ancien traité, ce que les peuples français et hollandais avaient rejeté et ce qu'ils avaient accepté. Comme si le « traité constitutionnel » n'avait pas été dénoncé dans sa totalité – dans son idéologie ultra-libérale, dans ses principes fondamentaux, dans les pouvoirs qu'il instituait, dans les normes qu'il faisait prévaloir.

L'intention cyniquement affirmée était de ne pas tenir compte du choix démocratiquement exprimé. A cet égard, les oligarques ont tenu la promesse qu'ils s'étaient faite et Nicolas Dupont-Aignan souligne à juste titre le commentaire de Valéry Giscard d'Estaing, lors d'une audition devant la commission des affaires constitutionnelles du Parlement européen : « *En termes de contenu, les propositions demeurent largement inchangées, elles sont juste présentées de façon différente. La raison de ceci est que le nouveau texte ne*

devait pas trop ressembler au traité constitutionnel. Les gouvernements européens se sont ainsi mis d'accord sur des changements cosmétiques à la Constitution pour qu'elle soit plus facile à avaler ».

Comme d'habitude, les citoyens sont tenus pour des imbéciles et on croit dans les hautes sphères que nous serons rassurés par quelques gommages (on supprime la référence au drapeau européen, mais le tissu bleu con-



tinuera de flotter) et que nous serons incapables de comparer les textes de 2005 et de 2007. Tel ne sera pas le cas. Mais Valéry Giscard d'Estaing s'en moque puisque, en France, le traité de Lisbonne ne sera pas soumis à référendum.

Le déni de démocratie est patent et Nicolas Sarkozy veut qu'il soit entériné par les parlementaires dès le mois de décembre. Nous devons donc nous engager immédiatement dans la campagne qui vise à obtenir, malgré tout, un nouveau référendum. Ceci afin que nous puissions exprimer notre hostilité à un projet de traité qui reprend les dispositions inaccepta-

bles (1) contenues dans la défunte « constitution » :

Le projet de traité maintient la référence à une *Charte des droits fondamentaux* qui aura force obligatoire et qui proclame dans son préambule la libre circulation des marchandises, des services et des capitaux : les prescriptions ultra-libérales y sont réaffirmées comme principes intangibles ; l'ensemble du texte est restrictif par rapport à la Déclaration de 1789 et au Préambule de 1946.

Il maintient un système qui nie le principe de séparation des pouvoirs : la Commission assure le contrôle de légalité tout en assumant des tâches d'exécution ; le Conseil des ministres, organe de l'exécutif, exerce un rôle législatif conjointement avec le Parlement européen.

Il confirme la soumission à l'Otan « *qui reste, pour les États qui en sont membres, le fondement de leur défense collective et l'instance de sa mise en œuvre* ».

Il confirme le statut d'indépendance absolue et les missions de la Banque centrale européenne, organisme non démocratique dont le rôle est manifestement catastrophique.

Il confirme l'établissement de plusieurs personnages dans des situations qui provoqueront conflits de pouvoirs et confusions : président du Conseil européen, président (désormais élu) de la Commission, haut représentant pour la politique étrangère (au lieu du « ministre des Affaires étrangères »).

Dans sa malfaisance et son absurdité, le projet de traité confirme la défunte « constitution ». Nous confirmons notre Non.

Bertrand RENOUVIN

(1) cf. sur [notre site www.narinfo.fr.st](http://notre.site/www.narinfo.fr.st) la Déclaration de politique générale du 24^e congrès de la Nouvelle Action royaliste du 20 mars 2005.